



Thinking Africa

NOTE D'ANALYSE

Casamance : Macky Sall ou l'art de faire la guerre en temps de paix

Mouhamadou Al Mokhtar Niang

Mouhamadou Al Mokhtar Niang est titulaire d'un Bachelor en Ingénierie Financière à l'Institut Africain de Management du Sénégal et termine un Master II en Sciences Politiques option géostratégie à l'Institut Supérieur de Management au Sénégal. Project Officer au Centre pour le Dialogue Humanitaire basé à Genève, il a travaillé pendant cinq à la gestion et la résolution du conflit en Casamance en tant que facilitateur désigné auprès des acteurs. Actuel représentant de Thinking Africa au Sénégal il s'intéresse aux questions de perspectives, médiations et d'analyse des enjeux de paix et sécurité en Afrique.

Résumé:

La crise en Casamance dure depuis 37ans. L'approche de la stratégie de l'effritement employée depuis le début de crise, en intégrant les spécificités des différents gouvernements, nous permet de mettre en évidence leur efficacité au fil des années. Le Président Diouf et Senghor ont toujours considéré le conflit comme étant purement sécuritaire, là où Wade et Macky Sall tentent de le régler en utilisant la stratégie de la carotte et du bâton. Néanmoins, il se trouve que celle du Président Macky Sall est la plus efficace de toutes car plus inclusive. Elle combine plusieurs options, et prend en compte divers aspects allant de la Mise en place d'un comité pour les négociations et la gestion de la crise en passant par un renforcement des initiatives pour un développement durable dans la région. Sans jamais communiqué ouvertement, Le président Sall, comme à l'accoutumé use de tous les moyens possible afin d'éradiquer définitivement et méthodiquement cette rébellion qui gangrène cette partie sud du Sénégal.

Contexte:

L'année 2020 marquera l'humanité à jamais. Une mystérieuse pandémie a subitement bouleversé les paradigmes et remis en cause tous les dogmes et certitudes. Comme si cela ne suffisait pas, les Population dans le Sud du

Sénégal se sont réveillées le 26 janvier 2020 sous le crépitement des bombardements de l'armée sénégalaise qui lançait une offensive contre les bases rebelles situées en Casamance. Comme L'Ethiopie, le Sénégal a décidé de taper fort et ceci, au grand jour, sans qu'aucune protestation n'émerge. Cette opération faisait suite à une demande clairement exprimée par les populations, les élus locaux et les représentants de l'État, dans un territoire fragilisé par l'insécurité grandissante. La position des populations jadis acquises à la cause irrédentiste, s'est vue au fil des années basculer en faveur de l'Etat sénégalais. Cette offensive n'aurait pas eu l'effet escompté sans l'appui stratégique de la guinée Bissau, qui affirme depuis un certain temps son engagement sans faille aux côtés du Sénégal. Montrer les stratégies employées depuis le début de crise en Casamance, en intégrant les spécificités des différents gouvernements reste l'objet premier de cet article. Ceci nous permettra de mettre en évidence leur efficacité au fil des années.

Idées majeures:

La gestion du conflit en Casamance diffère selon celui qui est à la magistrature suprême au Sénégal. Les présidents Léopold Sedar Senghor et Abdou Diouf ont eu une approche sécuritaire du problème, tandis qu'Abdoulaye Wade et

Macky Sall ont oscillé entre sanctions et incitations. Macky Sall se démarque toutefois de ses prédécesseurs en faisant face aux retombées de la stratégie du pourrissement. Il a, de ce fait, été amené à mettre en place plusieurs options afin de régler définitivement le conflit.

Problématique :

La gestion de la crise en Casamance par le Sénégal reste un mystère pour beaucoup, Quelles ont été les réponses apportées dès le début du conflit par les différents gouvernements ? En quoi la gestion de l'actuel président Macky Sall se démarque-t-elle radicalement de celle de ces prédécesseurs et dans quelle mesure peut-elle être considérée comme plus efficace ?

Mots clés :

Négociation – Facilitation — Processus de paix – Casamance – Sénégal

INTRODUCTION :

Le conflit en Casamance trouve ses racines d'une marche en décembre 1982 motivée par un mécontentement des populations. Une manifestation civile réprimandée par les forces de l'ordre d'antan causant la mort dans les deux camps.

Ces heurts entre manifestants et force de l'ordre, ont poussé certains de peur d'être interpellés, à se réfugier dans la forêt d'où la naissance d'un maquis et de la

première rébellion qu'est connu le Sénégal depuis les indépendances en 1960. Pendant des années l'Etat du Sénégal a tenté à plusieurs reprises de traiter la question sous l'angle purement sécuritaire mais rien n'y fait.

L'heuristique du conflit avait fini de nous persuader que la marque de fabrique du Sénégal sur la crise, tous chefs d'Etat confondus, a toujours été teintée par la stratégie de l'usure. D'aucuns diront que l'Etat sénégalais a, en Casamance, souvent fait montre d'un manque de résolution ferme ou de vision claire. Circonscrire le conflit et le laisser mourir semble ainsi avoir toujours été de mise.

L'offensive contre les bases rebelles situées en Casamance vient trancher sur ce constat. Elle témoigne d'une rupture dans les modalités de gestion du Président Macky Sall. Dans quelle mesure peut-elle être considérée comme plus efficace ?

L'Approche de Senghor et Abdou Diouf

La lecture martiale, purement sécuritaire des deux premiers présidents, à savoir Senghor et plus particulièrement Diouf, n'a laissé personne de marbre. Ce, dès les origines du conflit. Au départ, la question, considérée par l'État central comme purement sécuritaire, fut confiée aux services de défense et de sécurité afin de contenir la rébellion dans une zone très localisée. Rappelons, à ce propos

l'état juvénile dans lequel se trouvait le Sénégal au déclenchement du conflit. La rébellion n'étant également pas structurée, préparée, cette voie semblait le seul possible. Elle constitua toutefois l'occasion, pour certains, de pointer du doigt le manque de considération ou le mépris de l'Etat jacobin du Sénégal à l'endroit du Mouvement des Forces Démocratiques de la Casamance (MFDC).

Déléguer, en grande partie, la gestion du conflit aux forces de défenses et de sécurité a constitué le socle de la stratégie de l'usure mise en œuvre depuis les années quatre-vingt. En cela, l'armée du Sénégal a joué un grand rôle. On peut même aller jusqu'à questionner ce rôle sécuritaire dans le sud qui ressemble fort à des tâches dédiées à la gendarmerie ou à la police. Elles s'inscrivent dans un cadre de mise en œuvre du concept « armée-nation », qui traduit la volonté de renforcer les liens entre l'armée et la population et, ainsi, d'augmenter le capital sympathie dont bénéficient les forces armées.

Les Stratégies de Wade et Macky Sall

La stratégie de Wade et celle de Macky diffèrent sensiblement des précédentes du point de vue de l'approche plus pragmatique. Nonobstant leur divergence sur le point de vue sécuritaire, ils parlent tous le même langage et s'accordent tous sur l'approche déployée. « Messieurs

Casamance » pour le premier, « facilitateur désigné » pour le second : leurs stratégies intègrent dialogue et maintien de l'ordre.

Ainsi, Abdoulaye Wade ayant fait de la prison avec bon nombre de maquisards, cru comprendre leur motivation intrinsèque, et naïvement ou intentionnellement, il réussit en l'espace d'une décennie à diviser le maquis entre modérés et radicaux. Il obtint également de faire signer un accord de paix avec les premiers en 2004 en présence du chef historique de la rébellion l'Abbe Diamacoune Senghor et enfin de marginaliser les seconds, qui se radicalisèrent finalement, sous la bannière de Salif Sadio.

Cette stratégie, qui s'est appuyée sur des mallettes d'argent au profit des chefs, a fortement contribué à apaiser les tensions notamment durant les grandes échéances électorales, mais aussi à diviser et ternir l'image du mouvement auprès des populations et observateurs. « Desfonctionnaires, surnommés « les Messieurs Casamance », sont chargés d'apporter des millions de francs CFA aux chefs du maquis pour apaiser les vellétés sécessionnistes, tout en accentuant les divisions au sein du

FDC »⁵¹. « Nous avons dit aux autorités qu'il ne fallait plus de Monsieur Casamance ». Martel Monsieur Atepa Goudiaby Président fondateur du collectif des cadres casamançais dans une entretien avec la presse.⁵²

Le Président Macky, fort des expériences vécues, car ayant respectivement occupé les postes de Ministre de l'Intérieur, Premier Ministre et Président de l'Assemblée Nationale, a toujours été familier du dossier Casamance. En véritable chef de guerre, il a mis sur la table plusieurs options. La première décision fut la création d'une commission *ad hoc* pour les négociations et la gestion du dossier Casamance. Ce comité fut mené par le Délégué général aux renseignements nationaux, qui dirigeait par ailleurs la DDSE avant de prendre la direction du Conseil d'Orientation Stratégique (COS)

Confier le dossier à un proche issu des renseignements montre à quel point le Président Sall tient à ce dossier.

Facilitations et dialogue vs Messieurs Casamance

Macky Sall se démarque de l'approche « Messieurs Casamance » longtemps décriée sur le terrain en:

- Acceptant la main tendue de Salif Sadio (A la tête de l'aile dure de la rébellion) pour des négociations à Rome sous l'égide de Saint Egidio entamé par son Prédécesseur⁵³.
- Déléguant sur le terrain, à des associations de base, qui font un travail remarquable, à l'instar de la plate-forme des femmes pour la paix en Casamance, la COSPAC et celle du GRPC de l'ancien Ministre Robert Sagna, afin d'instaurer un dialogue permanent et apaisant avec la population.
- Acceptant l'aide de l'Union Européen et des Etats-Unis pour une mission de facilitation par le biais du centre pour le Dialogue Humanitaire qui assure le volet formation, dialogue entre les acteurs et réinsertion des combattants qui le souhaitent.
- Réactivant l'agence nationale pour la relance des activités économique et sociales en Casamance (ANRAC) et le Centre National d'Action Antimines au Sénégal (CNAMS) qui a pour but de prendre en charge l'accompagnement et le retour des populations déplacées.

Changement de régime ou Regime Change

Jadis très influentes dans le dossier Casamance pour y avoir joué des rôles tantôt troubles tantôt positifs, la Gambie et la Guinée Bissau ont été pendant

⁵¹ <https://laritournellereze.fr/wp-content/uploads/shinee-you-fvwvms/f28xda.php?cab650=casamance-s%C3%A9n%C3%A9gal-conflit> consulté le 03/03/2021

⁵² https://www.pressafrik.com/Enrichissement-des-Messieurs-Casamance--lettre-a-Wade-Atepa-balance-ses-pierres_a274.html. Consulté le 03/03/2021

⁵³ <https://www.la-croix.com/Urbi-et-Orbi/Actualite/Monde/La-communaute-Saint-Egidio-mediatrice-en-Casamance-2012-01-06-754849> Consulté le 03/03/2021

longtemps considérées comme facteurs prépondérant dans la résolution du conflit. Zones de replis du MFDC, ces deux pays frontaliers du Sénégal, ont longtemps rendu les choses compliquées sur le plan tactique et opérationnel pour les forces de défense et de sécurité.

L'idéal, sur ces entrefaites, sera une totale coopération de ces deux pays afin de faire régner la sécurité et ainsi assurer le retour de la paix définitive. Chemin faisant, Dakar a tout fait pour que les relations entre ces deux pays frères soit au beau fixe notamment en poussant à des changements de régime favorable et en réactualisant les accords de défense préexistants.

Très à cheval sur la question des déplacés, ces pays ont récemment octroyé à tous les réfugiés qui ont fui la Casamance à cause du conflit, de bénéficier d'une nouvelle identité afin de ne plus être apatrides.

Développement et Décentralisation

En octobre 2013, à l'ouverture des concertations sur l'Acte 3, Macky Sall annonçait déjà la couleur en affirmant que dans sa première phase, l'Acte 3 de la décentralisation va se caractériser par « la généralisation des communes, la création de conseils départementaux et la modification de la répartition des compétences dans les collectivités locales ».

- L'objectif visé est de mettre en place une architecture administrative simplifiée.
- Une planification cohérente des compétences entre les collectivités locales et l'Etat,
- La modernisation de l'administration territoriale avec notamment la réforme de fond en comble des finances locales.

Fer de lance du nouveau régime, l'aspect développement est au cœur de la vision de Macky en Casamance. Non sans vouloir faire le bilan économique de Macky Sall dans la région sud du Sénégal, il parvient à rendre visible sur le plan des infrastructures des projets vitaux pour la résolution du conflit car faisant partie des exigences historique des populations, permettant dans la foulée le désenclavement terre (réalisation route, pont), air (desserte aérienne), mer (desserte maritime) de cette partie du Sénégal.

L'acte III de la décentralisation consacre les régions du Sénégal en pôle de développement avec comme région pilote la Casamance. Macky Sall a ainsi tenté de donner un contenu économique à l'autonomisation de cette région, de la renforcer, avec des projets très actifs qui ont vu le jour sous son magister comme Projet Pole Développement de la Casamance, du Programme d'urgence pour le développement communautaire, de l'activation de l'Agence nationale pour la relance des activités économiques et

sociales en Casamance l'ANRAC , du Projet d'appui à la promotion de l'emploi des jeunes et des femmes (PAPEJF), du PUMA entre autres.

Même si la situation sanitaire est un frein pour la destination Casamance en matière de tourisme, Macky a réussi à faire déclasser la Casamance de « zone à risque » à « zone fréquentable » par le Quai d'Orsay en 2016.⁵⁴

Finir la rébellion à petit feu

Tous ces efforts ont sans nul doute eu un écho très favorable au sein des populations, qui visées par de multiples agressions et récemment des exactions, comme celle de Boffa bayote (14 personnes tuées le 06 janvier 2018)⁵⁵ Niadhiou ou Toubacouta⁵⁶ , n'ont eu d'autre choix que d'approuver les interventions récentes de l'armée dans le but de sécuriser le retour des populations, de s'établir sur la frontière et de contrôler les points de passages clandestins.

En 37 ans de conflit, le temps a fini par vider le maquis de ses hommes mais aussi de sa substance, ce pour quoi ses mandants moraux augmentaient au sein de la population. Le MFDC n'a plus d'offre politique et pis, il s'est disloqué à tous les niveaux.

Macky a décimé le camp historique de la rébellion Sikoune ; il négocie avec Salif Sadio (chef Attika du MFDC depuis 2012), tente de rentrer en dialogue avec César Atoute (chef front Sud) et Assambane (Chef de Diakaye), Tous les trois sont vieillissants et, d'après certaines sources, très malades. Par le biais du comité *ad hoc* toujours, il discute avec l'aile civile locale, laisse de côté l'aile civile extérieure dénommée parfois à tort diaspora.

CONCLUSION

Ce tour d'horizon des différentes stratégies du Sénégal met en exergue l'efficacité de l'approche actuelle de Macky Sall face à la crise en Casamance. Sans jamais communiquer sur le conflit, le Président, comme à son habitude en matière politique, prend le dessus, pour ne pas dire élimine ses adversaires en faisant semblant de toujours les ignorer.

⁵⁴ <https://www.senegal-online.com/casamance-nest-plus-zone-a-risque/>

⁵⁵ <https://lequotidien.sn/casamance-tuerie-de-boffa-bayotte-le-sommet-de-la-barbarie/>

⁵⁶ https://www.exclusif.net/Le-commandant-de-la-zone-militaire-N-5-sur-la-securisation-de-la-Casamance-Notre-prochaine-cible_a27837.html